

1982, chapitre 1

**LOI CONCERNANT LES SERVICES DE TRANSPORT
DE LA COMMISSION DE TRANSPORT DE LA
COMMUNAUTÉ URBAINE DE MONTRÉAL**

Projet de loi n° 47

présenté par M. Claude Charron, leader parlementaire du gouvernement

Première lecture le 15 janvier 1982

Deuxième lecture le 15 janvier 1982

Troisième lecture le 15 janvier 1982

Sanctionné le 15 janvier 1982

Entrée en vigueur: le 15 janvier 1982

Loi modifiée: Aucune





CHAPITRE 1

Loi concernant les services de transport de la Commission de transport de la Communauté urbaine de Montréal

[Sanctionnée le 15 janvier 1982]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

SECTION I

INTERPRÉTATION

Interprétation:

1. Dans la présente loi, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par:

«association de salariés»;

«association de salariés»: une association de salariés au sens du Code du travail (L.R.Q., chapitre C-27) accréditée pour représenter des salariés de la Commission;

«Commission»;

«Commission»: la Commission de transport de la Communauté urbaine de Montréal;

«convention collective»;

«convention collective», «grève» et «lock-out»: ce qu'entend le Code du travail;

«salarié».

«salarié»: un salarié au sens du Code du travail compris dans une unité de négociation pour laquelle une association de salariés est accréditée.

SECTION II

REPRISE DES SERVICES ET MAINTIEN DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Maintien en vigueur de la convention collective.

2. La dernière convention collective conclue entre une association de salariés et la Commission demeure en vigueur, malgré le terme qui y est stipulé, jusqu'à ce qu'elle soit renouvelée ou rem-

placée par une nouvelle convention collective ou, à défaut, jusqu'au 11 mai 1982.

3. Jusqu'à l'expiration de la période de prolongation prévue par l'article 2, une association de salariés doit surseoir à l'exercice du droit de grève acquis suivant le Code du travail.

Durant la même période, la Commission doit surseoir à l'exercice du droit au lock-out.

4. Un salarié qui était à l'emploi de la Commission le 14 janvier 1982 doit, à compter de 00h01 le 17 janvier 1982, compte tenu de son horaire de travail, retourner au travail. Il doit jusqu'à l'expiration de la période de prolongation de la convention collective qui le régit, accomplir tous les devoirs attachés à ses fonctions en vertu des conditions de travail qui lui sont applicables, sans ralentissement ou diminution de son activité normale.

Le premier alinéa ne s'applique pas à un salarié qui démissionne si sa démission est acceptée par la Commission ni au salarié qui a acquis le droit à la retraite.

5. La Commission doit, à compter de 00h01 le 17 janvier 1982 et tant que s'applique l'article 4, prendre les moyens appropriés pour que soient dispensés ses services habituels.

6. Une association de salariés doit prendre les moyens appropriés pour amener ses membres à se conformer à l'article 4.

SECTION III

CONCILIATION ET ENQUÊTE

7. Durant la période de prolongation de la convention collective prévue par l'article 2, les négociations en vue de la conclusion d'une convention collective doivent se poursuivre avec diligence et bonne foi avec l'aide du conciliateur désigné en vertu du Code du travail.

8. À défaut d'entente entre une association de salariés et la Commission, le conciliateur doit, au plus tard le 11 mars 1982, faire rapport au ministre du Travail, de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu sur l'état des négociations.

9. Si un différend subsiste le 11 mars 1982, le gouvernement constitue à ce sujet une commission d'enquête dont le mandat est celui prévu au deuxième alinéa de l'article 111 du Code du travail.

Les articles 81 à 87 du Code du travail s'appliquent à l'enquête.

Rapport de
la commis-
sion.

Le rapport de la commission doit être transmis au plus tard le 11 mai 1982 au ministre du Travail, de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu et une copie doit en être expédiée en même temps à chaque partie.

Relations
de travail
et gestion
de person-
nel.

Cette commission a en outre pour mandat de constater la situation qui prévaut à la Commission en matière de relations de travail et de gestion de personnel et de faire rapport sur les circonstances entourant le différend.

Relations
de travail
et gestion
de per-
sonnel.

Si le différend prend fin avant le 11 mars 1982, le gouvernement doit, dès que les conventions collectives ont été conclues, constituer la commission. Celle-ci a alors pour mandat de constater la situation qui prévaut à la Commission en matière de relations de travail et de gestion de personnel et de faire rapport, dans le délai fixé par le gouvernement, sur les circonstances qui ont entouré le différend.

SECTION IV

SANCTIONS

Infraction
et peine.

10. Quiconque contrevient ou incite ou encourage une personne à contrevenir à l'article 4 commet une infraction et est passible, en outre du paiement des frais, pour chaque jour ou partie de jour pendant lequel dure la contravention, d'une amende:

1° de 25 \$ à 100 \$ s'il s'agit d'un salarié ou d'une autre personne physique non visée dans le paragraphe 2°;

2° de 1 000 \$ à 10 000 \$ s'il s'agit d'un dirigeant, administrateur, employé, agent ou conseiller d'une association de salariés;

3° de 5 000 \$ à 50 000 \$ s'il s'agit d'une association de salariés ou d'une union, fédération ou confédération à laquelle est affiliée ou appartient une association de salariés.

Infraction
et peine.

L'association de salariés, l'union, la fédération ou la confédération dont un dirigeant, administrateur, employé, agent ou conseiller commet une infraction prévue au premier alinéa, est partie à cette infraction et passible, en outre du paiement des frais, de l'amende prévue au paragraphe 3° de cet alinéa, pour chaque jour ou partie de jour pendant lequel dure l'infraction.

Infraction
et peine.

11. Tout administrateur, employé, agent ou conseiller de la Commission qui participe ou qui acquiesce à un acte posé par cet organisme en contravention du deuxième alinéa de l'article 3 ou de l'article 5 commet une infraction et est passible, en outre du paiement des frais, d'une amende de 1 000 \$ à 10 000 \$ pour chaque jour ou partie de jour pendant lequel dure la contravention.

12. Lorsqu'elle contrevient au premier alinéa de l'article 3 ou à l'article 6, une association de salariés commet une infraction et est alors passible, en outre du paiement des frais, d'une amende de 5 000 \$ à 50 000 \$ pour chaque jour ou partie de jour pendant lequel dure la contravention.

Infraction
et peine.

Commets également une infraction et est passible des mêmes peines, une union, fédération ou confédération à laquelle est affiliée ou appartient une association de salariés, qui incite ou encourage cette dernière à contrevenir au premier alinéa de l'article 3 ou à l'article 6.

Infraction
et peine.

13. Lorsqu'une association de salariés ou une union, fédération ou confédération a commis une infraction prévue à l'article 10 ou à l'article 12, chacun de ses dirigeants, administrateurs, employés, agents ou conseillers qui a participé à l'accomplissement de l'infraction ou qui y a acquiescé, est réputé être partie à l'infraction et est passible, pour chaque jour ou partie de jour pendant lequel dure l'infraction en outre du paiement des frais, de l'amende prévue au paragraphe 2^o du premier alinéa de l'article 10, que l'association, l'union, la fédération ou la confédération ait ou non été poursuivie ou déclarée coupable.

Infraction
et peine.

14. Une poursuite est intentée suivant la Loi sur les poursuites sommaires (L.R.Q., chapitre P-15) par le Procureur général ou par une personne qu'il autorise généralement ou spécialement par écrit à cette fin.

Poursuite.

15. Malgré l'article 12 de la Loi sur les poursuites sommaires, lorsqu'en vertu de la présente loi une contravention est continue, toutes les contraventions distinctes visées au paragraphe 4 dudit article peuvent être reprochées sous un seul chef.

Contra-
vention
continue.

SECTION V

DISPOSITIONS FINALES

16. La présente loi n'a pas pour effet de soustraire un salarié, une association de salariés ou la Commission à l'application du Code du travail.

Effet.

17. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

Entrée en
vigueur.